

Le capitaine de la *Merope*, qui a fait voile de Poole, de compagnie avec la *Nemesis*, le 24 Mars, dit que jusqu'au temps du départ de ces vaisseaux, on n'avait pas eu de nouvelle de la dissolution du parlement ; mais il avait été reçu des lettres des membres pour ce lieu où il était dit qu'on s'attendait généralement que cet événement aurait lieu sous peu de jours.—*Mry.*

Le paquebot du 24 mars, arrivé à New-York, a apporté la nouvelle que le *bill* pour la réforme parlementaire a été lu pour la seconde fois à la majorité d'une voix seulement. On disait que lord Grey était allé à Windsor ; mais on ignorait si c'était pour offrir sa démission, ou pour obtenir le sanction du roi pour la dissolution du parlement.—*New Montreal Gazette.*

Nous venons de recevoir quelques lignes d'un ami attentif à New York, datées de samedi à 4 heures de l'après-midi. Nous apprenous par cette note que le paquebot *George Canning* était arrivé à ce port, après un passage de 23 jours. Ce vaisseau a apporté la nouvelle de la seconde lecture du *bill* de la réforme à une majorité d'un seulement, y ayant eu 302 voix pour, et 301 contre ; ce que notre ami regarde comme équivalent à la perte de la mesure. La lettre ajoute que les fonds étaient à 76\$, et qu'il n'y avait pas de nouvelles plus récentes de Pologne.—*Montreal Gazette.*

Les dernières nouvelles d'Europe ne laissent presque plus aucun lieu de croire que la paix de l'Europe puisse être préservée. Aux affaires critiques de la Belgique se sont venues joindre celles de l'Italie. Dans les deux pays, on a compté sur l'appui de la France ; mais la France s'étant montrée timide à l'égard de la Belgique, l'Autriche va agir en maîtresse, il paraît, là où elle n'a pas seulement droit de mettre le pied sans permission. Si le gouvernement de France le souffre, il montre où qu'il sent sa faiblesse, où qu'il a une arrière-pensée également favorable à la cause de la Sainte-Alliance. Ce gouvernement, s'il était tel, serait démasqué à la fin, et remplacé par un autre qui ne voudrait pas la paix à tout prix. Mais alors il ne serait plus temps de faire la guerre, où il ne serait plus possible de la faire avec avantage. Les peuples, les nations même que la France aurait eus pour alliés, seraient comprimés ou subjugués, et elle se trouverait une troisième fois seule contre toute l'Europe.

Nous ne pouvons croire pourtant que Louis Philippe n'a accepté la couronne que pour la remettre au petit duc de Bordeaux, et il ne peut vouloir être détroné par le parti républicain ; ce qui pourrait avoir lieu, si finalement la république était regardée comme seule capable de garantir encore une fois la France de l'invasion étrangère. Il faut donc, que le roi des